

TABLE DES MATIERES

Introduction.	11
I. Une tradition : la prégnance de l'Etat tunisien dans l'activité économique	11
II. Le lien essentiel Etat et économie	21
III. Objet, intérêts, plan de l'ouvrage	35

Première partie :

Un cadre économique portant l'empreinte du public

Titre I. L'ordre public économique	41
Chapitre 1. Notion d'ordre public économique	43
Section 1. Ordre public économique et politique économique	43
Section 2. L'ordre public économique encadre les libertés économiques	44
Chapitre 2. L'ordre public économique en Tunisie. Limitation, protection, libéralisation	49
Section 1. La marche vers la libéralisation	50
§1. Les petits métiers et le commerce de distribution, vecteurs d'emploi	52
§2. Les investissements, vecteur de développement	53
Section 2. Une présence toujours affirmée	59
§1. Le commerce extérieur	59
§2. Les activités soumises à autorisation, illustration d'une	

conception précise de l'ordre public	62
§3. Le régime des prix, une liberté emprunte d'exceptions	64
Titre II. La primauté des acteurs publics	69
Chapitre 1. Les acteurs publics centraux	71
Section 1. Impulsion et encadrement : parlement et gouvernement	71
§1. Le rôle renouvelé du parlement	71
§2. Le rôle déterminant du gouvernement	74
A. Les structures centrales	75
1. La présidence du gouvernement	75
2. Le ministère des finances	77
A. Un rôle de base	73
B. Un rôle en constante évolution	78
3. Le ministère en charge du commerce	80
4. Le ministère en charge de l'industrie	81
5. Le ministère du développement, de l'investissement et de la coopération internationale	82
A. La mission relative à la planification économique et sociale ...	83
B. La mission relative au développement régional	84
C. La mission relative à l'encouragement des investissements ...	85
B. Des structures aux rôles complémentaires	88
Section 2. Les organes non ministériels aux rôles essentiels	88
§1. La caisse des dépôts et des consignations	88
§2. La banque centrale de Tunisie	90
§3. La caisse générale de compensation	91
Chapitre 2. Les structures décentralisées : un rôle médiat	95
Section 1. Les attributions constitutionnelles	96

Section 2. Le code des collectivités locales	97
§1. Les innovations générales	98
A. Modes de gestion des affaires locales	98
B. Rationalisation de la gestion des affaires locales	99
C. L'octroi davantage d'autonomie	99
§2. Les dispositions spécifiques à chaque collectivité	100
A. Le district, une collectivité en attente	100
B. La région	100
C. La commune	102
Chapitre 3. Les autres structures d'impulsion et d'encadrement	105
Section 1. La mission de défense et de représentation: les syndicats patronaux	105
Section 2. La mission d'impulsion	108
§1. Les chambres de commerce et d'industrie	108
§2. Les technopoles ou pôles de compétitivité	109
Section 3. La mission d'assistance technique	112
§1. Les centres techniques	112
§2. Les groupements interprofessionnels et les associations d'intérêt collectif	113

Deuxième partie :

**Les modalités de l'intervention de l'Etat
dans le domaine économique**

Titre I. Le rôle et l'influence des entreprises publiques	119
Chapitre 1. Identification des entreprises publiques	125
Section 1 : l'établissement public	126

Section 2. Les sociétés	128
§1. La société à capital entièrement étatique, société nationale.	129
§2. La société à capital majoritairement public, entreprise à participations publiques	130
A. Les participations publiques : seuil, utilité.	131
B. Nature des participations publiques	134
C. Conséquences de la mixité du capital social	136
Chapitre 2. Les organes dirigeants	139
Section 1. Les organes communs	131
§1. Le conseil d'administration	140
A. Composition	140
B. Attributions	143
§1. Composition.....	143
§2. Le président-directeur général	143
Section 2. Un organe spécifique : l'assemblée générale des actionnaires	145
§1. Composition	145
§2. Attributions	146
Chapitre 3. Le double visage des entreprises publiques	147
Section 1. L'inévitable soumission aux contrôles publics	148
§1. Les contrôles gouvernementaux	148
§2. Le contrôleur d'Etat	150
§3. Les contrôles des juridictions financières	151
§4. Le contrôle des commissaires aux comptes et des auditeurs	155
Section 2. La difficile soumission aux contraintes du de la concurrence	158

§1. Des entreprises publiques en situation de monopole et de quasi monopole	158
§2. Une reconsidération nécessaire du rôle des entreprises publiques	163
Titre II. Le contrat dans la vie économique	167
Chapitre 1. Les marchés publics	169
Section 1. Identification	172
Section 2. Les innovations du décret 2014-1039	174
§1. Recherche de rationalisation et de transparence des achats publics	175
§2. Recherche d'allègement des procédures de passation	176
Section 3. Des contraintes persistantes	180
§1. La préférence pour le produit national	180
§2. La prolifération des organes compétents	181
Chapitre 2. Les concessions	185
Section 1. Un contrat ancien	186
§1. Avant 2008 : concession et désengagement sectoriel	186
§2. Le cas particulier des concessions municipales	188
Section 2. Le cadre actuel : la loi 2008-23 du 1 ^{er} avril 2008	190
§1. Identification du contrat de concession	191
§2. Principes et modes de passation	193
§3. Droits et contraintes du concessionnaire	194
Chapitre 3. Le contrat de partenariat public privé	199
Section 1. Caractéristiques	205
§1. Identification	205
§2. Principes	206

§3. Structures compétentes	208
Section 2. La vie du contrat de ppp	210
§1. Une étape préalable commune à tous les modes	210
§2. Des modes de passation diversifiés	211
§3. Conclusion du contrat	213
§4. Achèvement	213
Section 3. Obligations et droits respectifs	214
§1. La société du projet.	214
§2. La personne publique	215
Section 4. Contrats de ppp et arbitrage : la question de l'arbitrabilité des contrats administratifs	217
§1. Le problème normatif	217
§2. Les hésitations jurisprudentielles	220
Titre III. La régulation ou le renouveau du rôle de l'Etat en matière économique	225
Chapitre 1. Clarification d'une notion ambiguë	227
Chapitre 2. La régulation globale du marché : le conseil de la concurrence	231
Section 1. Mise en place et raison d'être	231
Section 3. Composition	234
Section 4. Attributions	236
Section 4. Procédure	237
Section 5. Les rapports du conseil avec d'autres institutions	239
Chapitre 3. Les régulations sectorielles	241
Section 1. Le conseil du marché financier	243
§1. Un rôle en expansion	243

§2. Organisation et fonctionnement	245
§3. Des pouvoirs importants	246
§4. Une procédure inquisitoire	248
Section 2. L'instance nationale des télécommunications	250
§1. Un rôle en lien avec la libéralisation du secteur	250
§2. Composition	251
§3. Attributions	252
§4. Fonctionnement	252
Section 3. Le comité général des assurances	255
§1. Mise en place	255
§2. Composition	256
§3. Fonctionnement et sanctions	257
Section 4. La commission des sanctions	260
Section 5. L'autorité de contrôle de la micro finance	260
§1. Structure et composition	260
§2. Compétences et sanctions	261